



Assemblée générale

Distr. générale
8 octobre 2021
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-onzième session (6-10 septembre 2021)

Avis n° 32/2021, concernant Ravil Mingazov (États-Unis d'Amérique et Émirats arabes unis)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.
2. Le 21 janvier 2021, conformément à ses méthodes de travail¹, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement des États-Unis d'Amérique et au Gouvernement des Émirats arabes unis une communication concernant Ravil Mingazov. Aucun des deux gouvernements n'a répondu à la communication. Les États-Unis d'Amérique sont partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; les Émirats arabes unis ne le sont pas.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
 - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
 - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
 - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;
 - d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;

¹ A/HRC/36/38.



e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

4. Ravil Mingazov est un ressortissant de la Fédération de Russie né en 1967. Ancien danseur classique, il a quitté la Fédération de Russie en 2000, car il aurait semble-t-il été persécuté pour des raisons religieuses.

5. Selon les informations reçues, le 28 mars 2002, M. Mingazov a été arrêté par la police pakistanaise dans un foyer pour réfugiés à Faisalabad, au Pakistan, et placé en détention. La police n'a pas présenté de mandat ni expliqué les raisons de l'arrestation. Il a été emmené dans une prison à Islamabad puis, en mai 2002, remis aux forces militaires des États-Unis. La source pense qu'il a été livré à l'armée américaine en échange d'une prime ; à l'époque, des primes étaient offertes à ceux qui aidaient les États-Unis à capturer des combattants appartenant aux Taliban ou à Al-Qaida. Des prospectus sur les primes étaient distribués partout dans tout le pays et, selon les informations reçues, le Pakistan aurait livré 369 hommes aux États-Unis en échange de plusieurs millions de dollars.

6. La source indique qu'une fois sous la garde des forces américaines, M. Mingazov a été incarcéré à Bagram et Kandahar, en Afghanistan, où l'on pense qu'il a été torturé. Il a été transféré au centre de détention de Guantanamo Bay le 18 octobre 2002 et y est resté plus de quatorze ans, sans être inculpé ni jugé. En mai 2010, un tribunal de district américain a délivré une ordonnance d'*habeas corpus* et ordonné la libération immédiate de M. Mingazov. Le Gouvernement des États-Unis a interjeté appel de cette décision, qui n'a jamais été appliquée, et l'affaire a été renvoyée devant le tribunal de district. Le 21 juillet 2016, la Commission d'examen périodique des États-Unis a autorisé le transfert de M. Mingazov. La Commission d'examen périodique est un organe administratif qui détermine si les détenus de Guantanamo Bay peuvent être libérés en toute sécurité. Pour que la Commission recommande la libération d'un détenu, six organismes fédéraux doivent avoir donné leur aval, notamment le Département de la défense, le Département de la sécurité intérieure, le Département de la justice et le Département d'État.

7. Le 19 janvier 2017, M. Mingazov aurait été transféré de Guantanamo Bay aux Émirats arabes unis. Il a été réinstallé dans ce pays car il ne pouvait être rapatrié en toute sécurité dans son pays d'origine, la Fédération de Russie, en raison des risques de persécution et de mauvais traitements qu'il encourait en tant que musulman et ancien détenu de Guantanamo Bay. M. Mingazov a accepté d'être réinstallé aux Émirats arabes unis moyennant une série de garanties fournies par le pays préalablement à sa réinstallation. Dans le cadre des efforts menés par le Gouvernement américain pour fermer le centre de détention de Guantanamo Bay, 30 pays ont réinstallé 142 hommes. Néanmoins, les conditions de ces réinstallations ont été définies dans le cadre d'accords bilatéraux avec les autorités des pays hôtes et n'ont pas été rendues publiques, ni communiquées aux individus concernés ou à leurs avocats.

8. La source affirme que le Département d'État américain a informé les avocats de M. Mingazov qu'au terme d'un programme de réinsertion en institution d'environ six mois, il pourrait intégrer la société émirienne ; il lui serait fourni un modeste logement et un emploi, et il serait autorisé à retrouver sa famille. Le Gouvernement des États-Unis a également confirmé aux avocats de M. Mingazov que les Émirats arabes unis avaient donné l'assurance que ce dernier bénéficierait de soins médicaux, d'un accès aux services sociaux et d'une allocation pour recevoir sa famille et communiquer avec elle. Avant le transfert de M. Mingazov, sa famille avait été informée des garanties reçues par le Département d'État. Cependant, il semblerait que ces garanties n'aient pas été respectées, puisque depuis son transfert aux Émirats arabes unis M. Mingazov est détenu dans un lieu inconnu, probablement la prison d'Al-Razeen ou la prison d'Al-Wathba, sans inculpation, procès ni accès à un avocat.

9. Selon la source, les Émirats arabes unis n'ont fourni aucune raison pour expliquer la détention de M. Mingazov, violant les garanties données aux États-Unis. Rien n'indique que les Émirats arabes unis aient inculqué M. Mingazov d'une quelconque infraction pénale. Ses avocats ont écrit au Ministre des affaires étrangères des Émirats arabes unis à trois reprises (le 2 août 2017, le 13 novembre 2017 et le 12 février 2018) pour demander l'autorisation, pour eux-mêmes ou pour le Comité international de la Croix-Rouge, de rendre visite à M. Mingazov. Les autorités des Émirats arabes unis n'auraient répondu à aucune de ces tentatives de communication.

10. La source indique que la famille de M. Mingazov a été autorisée à se rendre deux fois aux Émirats arabes unis pour le voir. Entre le 20 novembre et le 18 décembre 2018, ils ont pu lui rendre visite à plusieurs reprises alors qu'ils séjournaient à Abu Dhabi ; la source précise que ces visites ont probablement eu lieu à la prison d'Al-Razeen. Le second séjour s'est déroulé entre le 13 et le 26 mai 2019. La famille de M. Mingazov a été autorisée à le rencontrer à quelques reprises, probablement aussi à la prison d'Al-Razeen. On ignore toutefois s'il est détenu de manière permanente dans cette prison ou s'il y a été transféré en vue des visites.

11. D'après ce qui a été rapporté, la famille de M. Mingazov a des contacts téléphoniques extrêmement limités avec lui. Les appels sont rares, et ne durent généralement que de deux à dix minutes avant que la ligne soit coupée. Il s'est parfois écoulé plusieurs mois sans aucune communication, la période la plus longue étant de cinq mois. On pense que ces appels sont surveillés par des gardes présents dans la pièce, et que la ligne est coupée dès que M. Mingazov aborde en détail ses conditions de détention ou tout autre sujet que les autorités pénitentiaires veulent censurer.

12. En octobre 2020, il a été confirmé que M. Mingazov se trouvait dans la même prison que les Yéménites qui avaient été réinstallés en même temps que lui. En juin 2020, plusieurs de ces Yéménites ont fait savoir à leur famille qu'ils avaient été renvoyés dans la prison d'isolement dans laquelle ils avaient été initialement incarcérés, avant d'être transférés dans ce qu'on pense être la prison d'Al-Razeen. À Al-Razeen, ils ont été un peu mieux traités et on les a autorisés à communiquer plus souvent avec leur famille. Selon les allégations, dans la « prison noire » qui a précédé Al-Razeen, les traitements sont nettement plus mauvais, la communication avec les familles est plus difficile, et la prison est sale et infestée de moustiques. La source ne sait pas où se trouve cette « prison noire », mais il pourrait s'agir de la prison d'Al-Wathba.

13. La source affirme que le Gouvernement des Émirats arabes unis n'a fourni aucun fondement juridique, même vague, pour justifier la détention de M. Mingazov. La source allègue que la détention de M. Mingazov, sans inculpation ni procès, ainsi que les tortures et mauvais traitements présumés dont il a fait l'objet, sont interdits par la législation des Émirats arabes unis. En vertu de l'article 26 de la Constitution, « la liberté individuelle est garantie à tous les citoyens. Nul ne peut être arrêté, fouillé, détenu ou emprisonné hormis dans les cas prévus par la loi. Nul ne peut être soumis à la torture ni à des traitements dégradants. » En outre, le Code pénal du pays criminalise le recours à la torture, à la force ou aux menaces pour contraindre un accusé de passer aux aveux ou de fournir des informations (art. 242) ; la détention d'une personne sans ordre d'une autorité compétente (art. 244) ; l'utilisation de la force sur une personne et tout acte lui infligeant une humiliation ou des douleurs corporelles (art. 245) ; et l'enlèvement, l'arrestation, la séquestration ou la privation de liberté d'une personne, par quelque moyen que ce soit (art. 344).

14. La source rapporte également que le Code de procédure pénale du pays prévoit des garanties juridiques qui n'auraient pas été respectées dans le cas de M. Mingazov, comme l'interdiction de causer des dommages corporels ou psychologiques à un accusé ou de soumettre quiconque à la torture ou à un traitement dégradant (art. 2). Un officier de police judiciaire doit prendre la déposition d'un accusé immédiatement après son arrestation, son appréhension ou son interrogatoire de première comparution ; si l'accusé ne peut fournir de preuve de son innocence, il doit être déféré dans les quarante-huit heures devant l'autorité judiciaire compétente, qui a vingt-quatre heures pour l'interroger et ordonner son arrestation ou sa libération (art. 47). L'avocat de l'accusé doit pouvoir être présent pendant toute la phase d'instruction et avoir accès au dossier, sauf décision contraire d'un magistrat dans l'intérêt de l'enquête (art. 100). En outre, au terme de l'interrogatoire, l'autorité judiciaire doit rendre

une ordonnance de mise en détention provisoire qui doit être valable pendant sept jours, renouvelable une fois pour une période n'excédant pas quatorze jours. Si la détention provisoire doit être prolongée dans l'intérêt de l'enquête, le procureur général doit soumettre des pièces justificatives à un juge du tribunal pénal compétent qui, après avoir examiné les documents et entendu l'accusé, peut soit ordonner la prolongation de la détention pour une nouvelle période ne dépassant pas trente jours (également renouvelable), soit ordonner la libération avec ou sans caution (art. 110).

15. D'autres garanties sont prévues par la loi des Émirats arabes unis sur la réglementation des établissements pénitentiaires, comme le droit de tout détenu de déposer une plainte à tout moment, cette plainte devant être mise à la disposition de différentes autorités (art. 9 et 11), le droit de rencontrer un avocat en privé (art. 18) et le droit à une assistance médicale (art. 29).

16. En outre, la source affirme que la détention de M. Mingazov est contraire à l'accord bilatéral de réinstallation conclu entre les États-Unis et les Émirats arabes unis. L'armée américaine n'a jamais inculpé M. Mingazov du chef d'aucune infraction lorsqu'il était à Guantanamo Bay. M. Mingazov a gagné son recours en *habeas corpus* en 2010, mais le Gouvernement des États-Unis a fait appel de cette décision. Cependant, avant la fin de la procédure d'appel, la Commission d'examen périodique a autorisé le transfert de M. Mingazov après avoir obtenu l'aval de six organismes fédéraux américains.

17. La source estime que la détention de M. Mingazov est arbitraire en ce qu'elle relève des catégories I, III et V.

Analyse juridique

i. Catégorie I

18. La source fait valoir que l'on ne sait toujours pas quelles dispositions légales, si tant est qu'il y en ait, justifient la détention de M. Mingazov. Il n'a été officiellement accusé d'aucun crime au cours des trois années qui se sont écoulées depuis son transfert aux Émirats arabes unis. La source allègue qu'en l'absence de fondement juridique, la privation de liberté de M. Mingazov n'est autorisée ni par la législation émirienne, ni par le droit international, et est dès lors arbitraire. Comme indiqué ci-dessus, la législation des Émirats arabes unis interdit la torture, la privation arbitraire de liberté et la détention sans garanties valables.

19. La source affirme que les Émirats arabes unis ont enfreint un certain nombre de leurs obligations juridiques internationales en détenant M. Mingazov sans inculpation ni procès et en le soumettant à la torture. Il y aurait également une menace crédible et urgente que M. Mingazov soit victime d'une violation du principe de non-refoulement, s'il est renvoyé en Fédération de Russie.

20. La source rappelle que les Émirats arabes unis ont adhéré à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en 2012 et ratifié la Charte arabe des droits de l'homme en 2008, deux instruments qui interdisent la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants. La source rappelle qu'une période prolongée de détention au secret ou dans des lieux tenus secrets est contraire à l'interdiction de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

21. M. Mingazov serait détenu à l'isolement aux Émirats arabes unis, et il existe des signes tangibles qui portent à croire qu'il a subi des violences physiques de la part des gardiens de la prison. Il fait également une grève de la faim intermittente, ce qui aggrave encore sa vulnérabilité et met en péril sa sécurité. Ces conditions de détention constitueraient des actes de torture ou des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

22. La source indique par ailleurs que l'article 3 de la Convention contre la torture interdit expressément le refoulement, puisqu'il stipule qu'aucun État partie ne peut renvoyer une personne vers un autre État « où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture ». Pour déterminer si de tels motifs existent, les autorités compétentes doivent tenir compte de toutes les considérations pertinentes, y compris, le cas échéant, de l'existence, dans l'État intéressé, d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme graves, flagrantes ou massives. Le Comité contre la torture a confirmé que l'obligation de non-refoulement était, tout comme l'interdiction de la torture, « absolue ». Le

Comité a également interprété cette obligation comme s'étendant aux situations dans lesquelles il y a des motifs sérieux de croire qu'une personne risque d'être victime de mauvais traitements.

23. La source affirme que si les Émirats arabes unis devaient rapatrier de force M. Mingazov en Fédération de Russie, comme ils l'ont déjà fait avec d'autres anciens détenus de Guantanamo Bay qu'ils ont renvoyés dans d'autres pays, cela constituerait une violation manifeste du principe de non-refoulement. Selon la source, il existe un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme d'anciens détenus de Guantanamo Bay rapatriés en Fédération de Russie.

24. Bien que la source affirme que M. Mingazov est exposé à un risque accru de torture et de mauvais traitements, elle soutient également qu'à la lumière du sort que les autorités de la Fédération de Russie ont réservé par le passé à d'anciens détenus de Guantanamo Bay, la torture et le déni du droit à un procès équitable sont « endémiques » dans les enquêtes de police et les procès dans ce pays, en particulier en ce qui concerne les musulmans russes accusés d'infractions liées au terrorisme. En 2018, le Comité contre la torture s'est dit préoccupé par « les nombreuses informations dignes de foi selon lesquelles la torture et les mauvais traitements auraient cours dans l'État partie », et par « les informations concordantes ... selon lesquelles les membres du Service fédéral de sécurité ont régulièrement recours à la torture pour obtenir des aveux de personnes accusées d'activités terroristes »². En février 2020, des tribunaux militaires de la Fédération de Russie auraient rendu des verdicts de culpabilité dans trois affaires de terrorisme à l'encontre de plus de 18 accusés, dont un certain nombre auraient été détenus au secret et soumis à des actes de torture et à des mauvais traitements destinés à leur extorquer des aveux.

25. En outre, la famille de M. Mingazov a exprimé de vives craintes quant à sa sécurité s'il devait être rapatrié en Fédération de Russie. La famille a toujours affirmé que M. Mingazov ne pouvait rentrer en Fédération de Russie car il craignait d'y être persécuté, détenu et torturé en raison de ses convictions religieuses et de son statut d'ancien détenu de Guantanamo Bay.

ii. Catégorie III

26. La source affirme que depuis 2017, M. Mingazov n'a été inculpé du chef d'aucune infraction et n'a eu aucune possibilité de bénéficier d'un procès équitable. Dans ces circonstances, sa détention est présumée contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La source affirme en outre qu'en tant qu'autorité responsable, les Émirats arabes unis ont enfreint les articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, puisque M. Mingazov a été placé en détention en janvier 2017, soit il y a plus de quatre ans et demi.

iii. Catégorie V

27. Enfin, la source allègue que M. Mingazov a été soumis à une détention arbitraire dans des lieux inconnus, à l'instar des 23 autres détenus de Guantanamo Bay qui ont été transférés aux Émirats arabes unis en même temps que lui. La source affirme que compte tenu de la similarité du traitement qui a été réservé à ces hommes, les Émirats arabes unis ont choisi de les priver de leur liberté en raison de leur détention préalable à Guantanamo Bay, et ce malgré les garanties données au Gouvernement des États-Unis.

Réponse du Gouvernement

28. Le 21 janvier 2021, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source aux deux Gouvernements. Il leur a également demandé d'exposer, avant le 22 mars 2021, les éléments de fait et de droit justifiant le maintien en détention de l'intéressé et d'expliquer en quoi cette détention est compatible avec les obligations mises à la charge des États-Unis d'Amérique et des Émirats arabes unis par le droit international des droits de l'homme, et en particulier des traités ratifiés par ces deux pays. Le Groupe de travail

² Voir CAT/C/RUS/CO/6.

a par ailleurs demandé au Gouvernement des Émirats arabes unis de garantir l'intégrité physique et mentale de M. Mingazov.

29. Le Groupe de travail regrette de ne pas avoir reçu de réponse des Gouvernements, d'autant que ceux-ci n'ont pas demandé de prolongation du délai fixé pour fournir les informations demandées, ce que le paragraphe 16 des méthodes de travail du Groupe de travail les autorise pourtant à faire. Le Groupe de travail déplore que le Gouvernement des États-Unis n'ait pas engagé le dialogue avec lui depuis 2017, n'ayant répondu à aucune de ses communications depuis lors³. Le Groupe de travail encourage le Gouvernement des États-Unis à saisir les occasions qui lui sont données d'établir des contacts constructifs avec lui.

Examen

30. En l'absence de réponse des deux Gouvernements, le Groupe de travail a décidé de rendre le présent avis, conformément au paragraphe 15 de ses méthodes de travail.

31. Pour déterminer si la privation de liberté de M. Mingazov est arbitraire, le Groupe de travail tient compte des principes établis dans sa jurisprudence pour traiter les questions relatives à la preuve. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations⁴. En l'espèce, les deux Gouvernements ont décidé de ne pas contester les allégations à première vue crédibles formulées par la source.

32. Notant que les allégations relatives à la détention de M. Mingazov concernent aussi bien les États-Unis que les Émirats arabes unis, le Groupe de travail procédera à l'examen de ces allégations en relation avec chacun des États.

Allégations concernant les États-Unis d'Amérique

33. Conformément à sa jurisprudence constante concernant les détenus du centre de Guantanamo Bay, le Groupe de travail considère que M. Mingazov a fait l'objet d'une détention arbitraire sous la garde des États-Unis pendant près de quinze ans, entre le moment où il a été remis aux forces américaines en mai 2002 et son transfert vers les Émirats arabes unis, le 19 janvier 2017. En l'espèce, le Groupe de travail applique le raisonnement qu'il a suivi dans ses avis précédents concernant les détenus du centre de Guantanamo Bay⁵.

34. Le Groupe de travail note qu'en 2010, un tribunal a délivré une ordonnance d'*habeas corpus* et ordonné la libération de M. Mingazov, et que le Gouvernement des États-Unis a fait appel de cette décision ; le 21 juillet 2016, alors que cet appel était toujours en instance, la Commission d'examen périodique des États-Unis a autorisé le transfert de M. Mingazov aux Émirats arabes unis, transfert qui a eu lieu le 19 janvier 2017. Cependant, pendant toute la période où il a été détenu sous la garde des États-Unis, d'abord au Pakistan puis à Guantanamo Bay, M. Mingazov n'a été ni inculpé d'une quelconque infraction pénale, ni présenté devant une autorité judiciaire, ni jugé. À ce titre, sa détention sous la garde des États-Unis depuis mai 2002, soit pendant près de quinze ans, est dépourvue de fondement juridique et est donc arbitraire en ce qu'elle viole les obligations mises à la charge des États-Unis par l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 9 du Pacte. Pour ces raisons, le Groupe de travail conclut que la détention de M. Mingazov sous la garde des États-Unis relève de la catégorie I. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste pour qu'elle prenne les mesures qui s'imposent.

³ Avis n°s 24/2021, 49/2020, 85/2019 et 70/2019.

⁴ A/HRC/19/57, par. 68.

⁵ Avis n°s 85/2019 ; 70/2019 ; 89/2017, par. 66 ; 56/2016 ; 53/2016 ; 50/2014 ; 57/2013 ; 10/2013 ; 3/2009 ; 2/2009 ; et 29/2006.

35. Les premières violations des droits de M. Mingazov sont à l'origine de son transfert vers les Émirats arabes unis, une mesure négociée par les États-Unis. Les garanties que les États-Unis ont cherché à obtenir du Gouvernement des Émirats arabes unis concernant le transfert et l'installation ultérieure de M. Mingazov dans ce pays n'exonèrent pas le Gouvernement américain de la responsabilité de ce qui est arrivé à M. Mingazov après que celui-ci leur a été remis. En particulier, dans le cas présent, ce transfert a entraîné une nouvelle détention arbitraire de M. Mingazov aux Émirats arabes unis, comme l'a allégué la source et comme l'a établi le Groupe de travail (voir l'examen ci-dessous).

36. Le Groupe de travail tient à ce qu'il soit pris acte du fait que le principe de la responsabilité conjointe s'applique aussi à des États lorsqu'ils sont plusieurs à avoir participé à la commission d'une violation⁶, et que le fait de demander des garanties à l'autre État n'annule pas cette responsabilité conjointe. Il appartient toujours aux États-Unis de veiller à ce que les Émirats arabes unis respectent leurs engagements, et les États-Unis sont donc conjointement responsables des violations des droits de M. Mingazov commises aux Émirats arabes unis.

Allégations concernant les Émirats arabes unis

37. La source a allégué, et le Gouvernement a choisi de ne pas contester, que M. Mingazov avait été transféré aux Émirats arabes unis le 19 janvier 2017 sur la base d'une série de garanties données par les Émirats arabes uni. Bien que les termes exacts de l'accord ne soient pas clairs, étant donné que les conditions de cette réinstallation ont été convenues bilatéralement avec le Gouvernement du pays d'accueil et n'ont pas été rendues publiques ni communiquées à la personne transférée ou à ses avocats, la source indique que le Département d'État des États-Unis avait informé les avocats de M. Mingazov qu'après avoir participé à un programme de réinsertion en institution d'environ six mois, il pourrait intégrer la société émirienne, qu'un modeste logement et un travail lui seraient fournis, et qu'il serait autorisé à retrouver sa famille. Le Groupe de travail note qu'aucun des deux Gouvernements n'a choisi de répondre à ces allégations.

38. Le Groupe de travail rappelle que ce n'est pas la première fois qu'il lui est demandé d'examiner un cas impliquant le transfert d'un ancien détenu de Guantanamo Bay vers un pays tiers⁷ et note qu'il semble effectivement exister une pratique consistant à ne pas divulguer pleinement les conditions de réinstallation. Le groupe de travail doit rappeler qu'il considère de tels accords comme inacceptables au regard du droit international.

39. Dans le cas présent, indépendamment des conditions de réinstallation, il est clair pour le Groupe de travail que M. Mingazov est détenu aux Émirats arabes unis depuis le 19 janvier 2017, ce qui représente une trop longue période de plus de quatre ans. On lui avait dit qu'il participerait à un programme de réinsertion, mais au lieu de cela, il a été incarcéré dans des conditions qui n'ont rien en commun, même de loin, avec un tel programme. Il n'a été inculpé du chef d'aucune infraction, n'a pas été présenté à une autorité judiciaire, et n'a pas été jugé. Le Groupe de travail note en particulier que le Gouvernement n'a pas répondu à ces allégations.

40. Le Groupe de travail rappelle qu'est arbitraire au sens de la catégorie I toute détention dénuée de fondement juridique. Comme il l'a déjà indiqué, l'existence d'une loi autorisant les arrestations ne suffit pas à fonder juridiquement une privation de liberté ; les autorités doivent invoquer ce fondement juridique et l'appliquer aux circonstances de la cause au moyen d'un mandat d'arrêt (voir, par exemple, les avis n^{os} 79/2018, 35/2018, 93/2017, 75/2017, 66/2017 et 46/2017). En effet, en matière de privation de liberté, le droit international prévoit le droit de se voir présenter un mandat d'arrêt, qui est inhérent au droit à la liberté et à la sécurité de la personne ainsi qu'à l'interdiction de la détention arbitraire en vertu des articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des principes 2, 4 et 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une

⁶ Avis n^o 85/2019 ; pour une analyse plus détaillée, voir aussi A/56/10 (commentaire de la Commission du droit international sur les articles 16 et 17 du projet d'articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite).

⁷ Avis n^o 85/2019.

forme quelconque de détention ou d'emprisonnement⁸. Toute forme de détention ou d'emprisonnement doit être ordonnée, en application de la loi, par une autorité judiciaire ou une autre autorité, dont le statut et le mandat offrent les garanties les plus solides possibles de compétence, d'impartialité et d'indépendance, ou être soumise au contrôle effectif de cette autorité, conformément au principe 4 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Ceci a été refusé à M. Mingazov.

41. En outre, le Groupe de travail rappelle que les garanties juridiques interdisant la privation arbitraire de liberté, telles qu'elles sont énoncées à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, exigent que toute personne arrêtée ou détenue du chef d'une infraction pénale soit traduite dans le plus court délai devant un juge afin que celui-ci exerce son pouvoir judiciaire. Comme le Groupe de travail l'a réaffirmé dans sa jurisprudence, quarante-huit heures à compter du moment de l'arrestation sont généralement suffisantes pour remplir l'obligation de traduire « dans le plus court délai » un détenu devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires ; tout délai supérieur à quarante-huit heures doit rester absolument exceptionnel et être justifié par les circonstances⁹. Le Groupe de travail constate que M. Mingazov n'a pas été traduit dans le plus court délai devant une autorité judiciaire ; en fait, depuis le début de sa détention aux Émirats arabes unis le 19 janvier 2017, soit il y a plus de quatre ans, il n'a jamais été présenté à une autorité judiciaire. Il s'agit d'une violation flagrante des droits que lui confère l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En conséquence, les autorités n'ont pas établi le fondement juridique de la détention de M. Mingazov comme l'exigent les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

42. Par ailleurs, le Groupe de travail souhaite rappeler que selon les Principes de base et lignes directrices sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, le droit de contester la légalité de la détention devant un tribunal est un droit de l'homme à part entière, qui est essentiel pour préserver la légalité dans une société démocratique¹⁰. Ce droit, dont le respect constitue une norme impérative du droit international, s'applique à toutes les formes de privation de liberté¹¹ et « à toutes les situations de privation de liberté, ce qui comprend non seulement la détention aux fins de poursuites pénales mais aussi les situations de détention relevant du droit administratif ou d'autres domaines du droit, y compris la détention militaire, la détention pour raisons de sécurité, la détention dans le cadre de la lutte contre le terrorisme... »¹². En outre, il s'applique « indépendamment du lieu de détention ou de la terminologie juridique employée dans la législation. Toute forme de privation de liberté, quels qu'en soient les motifs, doit faire l'objet d'une supervision et d'un contrôle effectifs par les autorités judiciaires »¹³. Ceci a été refusé à M. Mingazov.

43. Le Groupe de travail rappelle que pour garantir l'exercice effectif de ce droit, il faut que les détenus aient accès, dès leur arrestation, à l'assistance d'un conseil de leur choix, conformément à ce que prévoient les Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal¹⁴. Ceci a également été refusé à M. Mingazov, ce qui a gravement nui à sa capacité d'exercer son droit de contester la légalité de sa détention, et l'a donc privé des droits qui lui sont conférés par l'article 9 de la déclaration universelle des droits de l'homme.

44. Au vu de ce qui précède, le Groupe de travail conclut que, du fait que l'arrestation de M. Mingazov a eu lieu sans mandat ; qu'aucune accusation formelle n'a été portée à son encontre depuis qu'il a été placé en détention, il y a plus de quatre ans ; et qu'il a été empêché d'exercer son droit de contester la légalité de sa détention, son arrestation et sa détention aux Émirats arabes unis sont arbitraires en ce qu'elles relèvent de la catégorie I.

⁸ Avis n^{os} 30/2018, par. 39 ; 3/2018, par. 43 ; et 88/2017, par. 27.

⁹ Voir, par exemple, les avis n^{os} 66/2020, 60/2020, 49/2019, 30/2017 et 6/2017.

¹⁰ A/HRC/30/37, par. 2 et 3.

¹¹ Ibid., par. 11.

¹² Ibid., annexe, par. 47 a).

¹³ Ibid., annexe, par. 47 b).

¹⁴ Ibid., annexe, principe 9, par. 12 à 15.

45. Le Groupe de travail note également que M. Mingazov se trouve en détention depuis plus de quatre ans ce qui, selon la source, représente une violation de son droit à un procès équitable. Il rappelle que le droit d'être jugé dans un délai raisonnable et sans retard excessif est l'une des garanties essentielles d'un procès équitable, que consacrent les articles 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et qui, en l'espèce, n'ont pas été respectées.

46. Compte tenu de ce qui précède, et de l'absence de réponse de la part du Gouvernement, et en particulier de la longueur exceptionnelle de la détention de M. Mingazov, qui dépasse maintenant quatre ans, le Groupe de travail considère que la détention de l'intéressé est illégale en ce qu'elle relève de la catégorie III.

47. Enfin, la source affirme également que la détention de M. Mingazov aux Émirats arabes unis est fondée sur des motifs discriminatoires, à savoir son statut d'ancien détenu de Guantanamo Bay. La source fait valoir, et le Gouvernement a choisi de ne pas contester, que le traitement réservé à M. Mingazov s'inscrit dans un schéma récurrent appliqué à d'autres détenus de Guantanamo Bay transférés aux Émirats arabes unis dans le cadre d'arrangements similaires.

48. À cet égard, le Groupe de travail rappelle l'appel urgent conjoint lancé au Gouvernement des Émirats arabes unis¹⁵, qui a été suivi d'un communiqué de presse¹⁶ de plusieurs procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, concernant les allégations de détention prolongée, sans chef d'accusation ni procès, de 18 anciens détenus de Guantanamo transférés aux Émirats arabes unis dans les mêmes conditions que M. Mingazov.

49. En conséquence, le Groupe de travail estime que M. Mingazov a été privé de liberté pour des motifs discriminatoires, à savoir son statut d'ancien détenu de Guantanamo Bay, en violation des articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Sa privation de liberté est dès lors arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie V.

Observations finales

50. Le Groupe de travail est vivement préoccupé par les allégations non contestées décrites ci-dessus. M. Mingazov est détenu aux Émirats arabes unis depuis plus de quatre ans et les autorités n'ont jamais officiellement reconnu sa détention ni divulgué le lieu de celle-ci. Nous ne disposons que de témoignages sommaires d'autres détenus qui l'ont vu en prison. Bien que sa famille ait apparemment été autorisée à le voir à quelques reprises et à garder des contacts téléphoniques avec lui, le Groupe de travail est d'avis que la détention de M. Mingazov est assimilable à une détention au secret, voire à une disparition forcée, qui sont totalement incompatibles avec le droit international des droits de l'homme. Le Groupe de travail renvoie l'affaire au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

51. Le Groupe de travail note les allégations non contestées de graves mauvais traitements, et même de torture, subis par M. Mingazov lorsqu'il était détenu par les États-Unis d'Amérique et par les Émirats arabes unis, ainsi que la mise à l'isolement prolongée et le refus de véritables contacts avec sa famille aux Émirats arabes unis. Les faits décrits ci-dessus constituent à première vue une violation de l'interdiction absolue de la torture, norme impérative du droit international, ainsi que de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, des principes 6 et 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, et des règles 1, 43 (par. 1, al. b)), 44 et 45 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela). Le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la torture

¹⁵ Voir

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25402>.

¹⁶ Communiqué de presse du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, « UN experts say forced return of ex-Guantanamo detainees to Yemen is illegal, risks lives », 15 octobre 2020, disponible (en anglais) à l'adresse www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26380&LangID=E.

et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

52. Le Groupe de travail note également les allégations de la source selon lesquelles M. Mingazov serait menacé d'être transféré en Fédération de Russie, où il existe un risque crédible qu'il soit soumis à des mauvais traitements en raison de sa foi musulmane ainsi que de son statut d'ancien détenu de Guantanamo Bay. Le Groupe de travail rappelle à cet égard la communication urgente de plusieurs procédures spéciales¹⁷ et considère que le rapatriement de M. Mingazov en Fédération de Russie constituerait une violation du principe de non-refoulement ainsi que de l'article 3 de la Convention contre la torture. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement des Émirats arabes unis de s'abstenir de transférer M. Mingazov en Fédération de Russie.

53. En outre, si le présent avis concerne les circonstances spécifiques de l'arrestation et de la détention de M. Mingazov, le Groupe de travail garde à l'esprit que d'autres personnes se trouvent dans des situations similaires¹⁸. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement des États-Unis et au Gouvernement des Émirats arabes unis de remédier immédiatement à leur situation, compte tenu des conclusions formulées dans le présent avis.

54. Enfin, le Groupe de travail tient à préciser que les conclusions formulées dans le présent avis sont sans préjudice des allégations selon lesquelles M. Mingazov a dans un premier temps été arrêté par la police pakistanaise et est resté sous sa garde du 28 mars 2002 à mai 2002.

Dispositif

55. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

a) Concernant les États-Unis d'Amérique :

La privation de liberté de Ravil Mingazov est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 2, 3, 7, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9, 10, 14 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève des catégories I, III et V.

b) Concernant les Émirats arabes unis :

La privation de liberté de Ravil Mingazov est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 2, 3, 7, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et relève des catégories I, III et V.

56. Le Groupe de travail demande au Gouvernement des États-Unis d'Amérique et au Gouvernement des Émirats arabes unis de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de M. Mingazov et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

57. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M. Mingazov et à lui accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international. Dans le contexte actuel de la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) et de la menace qu'elle représente dans les lieux de détention, le Groupe de travail enjoint le Gouvernement à prendre des mesures urgentes pour garantir la libération immédiate et inconditionnelle de M. Mingazov.

58. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement des États-Unis d'Amérique et au Gouvernement des Émirats arabes unis de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de

¹⁷ Voir

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26519>.

¹⁸ Voir

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25402>.

liberté de M. Mingazov, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de celui-ci.

59. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire : a) à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ; b) au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; et c) au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent.

60. Le Groupe de travail demande aux deux Gouvernements d'user de tous les moyens à leur disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

Procédure de suivi

61. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si M. Mingazov a été mis en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;
- b) Si M. Mingazov a obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- c) Si la violation des droits de M. Mingazov a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;
- d) Si les États-Unis d'Amérique et les Émirats arabes unis ont modifié leur législation ou leur pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;
- e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

62. Les deux Gouvernements sont invités à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'ils ont besoin qu'une assistance technique supplémentaire leur soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

63. Le Groupe de travail prie la source et les Gouvernements de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

64. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin¹⁹.

[Adopté le 8 septembre 2021]

¹⁹ Résolution 42/22 du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.